

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article2365>



Tribune libre

Faust

- SNES académique de Dijon - Départements - Côte-d'Or - Tribune Libre -



Publication date: vendredi 21 décembre 2007

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Beaucoup trop d'élèves sont en échec scolaire, C'est regrettable pour eux puisqu'on sait que la formation continue de jouer un rôle fondamental dans l'insertion sociale, c'est regrettable pour la société puisque la richesse en compétences est un atout considérable pour tous les pays. Quelque opinion qu'on ait sur l'emploi des ressources publiques, on peut souhaiter un meilleur rendement pour le financement d'un service, comme on peut trouver normal que ce système soit évalué devant le citoyen à condition que l'honnêteté intellectuelle préside à cette évaluation.

L'accord est à peu près unanime quant à la forte corrélation entre les conditions sociales et économiques des familles et la réussite scolaire des élèves. Il y a fort heureusement des exceptions, mais chacun s'accorde à penser que « l'ascenseur social » fonctionne de plus en plus mal. Cela veut dire que toute personne conséquente qui se préoccupe de l'avenir des enfants devrait se soucier des conditions des familles et qu'espérer disposer de travailleurs qualifiés et performants que l'on traiterait et rémunérerait le plus mal possible n'est qu'une des multiples sottises dont se nourrit le néo-libéralisme. Cela veut aussi que les enseignants, eux-mêmes de plus en plus mal traités, ne peuvent qu'assez peu contre l'échec scolaire.

Parmi les conditions socio-économiques se trouve bien sûr l'état des médias. Quel espace mental Coca-Cola et Nintendo laissent-ils à l'école ? S'il est très insuffisant comme je le crois, comment nos gouvernants entendent-ils modérer cette influence ? Au-delà de diatribes assez ridicules contre l'esprit de 68 qui n'était pas exactement celui de TF1, on attend la réponse...

Est-ce à dire que l'école ne peut plus rien ? Non au niveau des établissements ; certains, à conditions égales, fonctionnent mieux que d'autres ; non au niveau des collègues : il en est de plus efficaces, du moins dans des conditions données, pour mille et une raisons. Il est des rencontres qui se font et qui sont plus bénéfiques que d'autres. Au niveau de l'élève, certains établissements et certaines personnes peuvent changer un destin social, ce qui n'est pas rien et donne du sens à ce métier. Mais quand on passe au niveau global, c'est toute autre chose. De très belles réussites ne sont pas transposables, ne forment pas système, même si parfois leurs promoteurs l'espèrent, et on n'a pas remarqué que trente ans d'admonestations ou de soupirs pédagogistes aient beaucoup changé la donne.

D'abord et tout simplement, il n'aurait pas fallu mentir. Il est bien évident qu'il est vain et moralement condamnable d'humilier un élève. Il est évident aussi que l'élitisme n'était pas la réponse au problème de la démocratisation. Était-ce une raison pour casser en permanence tous les thermomètres afin de fournir à l'opinion ou à son ministère des statistiques flatteuses ou de faire, sans le dire, de la gestion des flux ? Ainsi se nourrissent les désillusions futures de jeunes qui croient savoir, alors qu'ils ne savent pas et pensent que « ça passera » même s'ils s'y investissent peu. La première lutte contre l'échec consisterait à dire la vérité, avec respect, avec nuance, avec patience, mais avec fermeté. Est-ce dans les projets du ministère ?

Il y aura toujours de l'échec scolaire (j'entends par là sortie prématurée sans les moyens de s'insérer), ne serait-ce que parce que les gens sont heureusement libres de ne pas être « raisonnables ». D'où vient donc l'immense, la constante pression de culpabilisation des enseignants qui s'exerce de droite à gauche depuis plus de vingt ans ? Elle provient surtout de la recherche de boucs émissaires pour masquer les effarantes démissions sociales et culturelles de nos sociétés. Sachons bien que cet échec affecte peu ou prou tous les pays identiquement développés et que même la puissante Allemagne, modèle pour l'Europe, sans que les travailleurs en voient tellement le bénéfice d'ailleurs, n'est pas épargnée. Le deuxième bénéfice espéré de cette culpabilisation est bien évidemment financier. Pourquoi donner de l'argent à une institution et des personnels qui n'accomplissent pas leur mission ? Mettre en scène notre « échec », c'était justifier que notre condition se dégrade sans cesse.

C'est dans ce contexte que, la nature ayant horreur du vide, apparaît le "contrat". Il semble introduire un élément nouveau par rapport au projet d'établissement d'où ont jailli toutes les étincelles précédentes. Les projets partaient

d'une analyse des conditions et des besoins de l'établissement. Qui peut critiquer que, pour travailler sur un terrain, il y ait intérêt à le connaître ? Cependant, remarquons que les horaires et les programmes demeuraient en principe nationaux, ce qui faisait pleurer certains mais est une garantie d'égalité défendue justement par le SNES. Ce qui rend les projets un peu dérisoires, c'est que, s'il y a des problèmes spécifiques à un établissement, ils entrent tout de même dans une typologie partagée par beaucoup d'autres, et que les enseignants, d'ailleurs de plus en plus privés de moyens spécifiques au fil des années, se trouvaient évidemment confrontés aux problèmes généraux du système et de la société.

A la fin, la montagne, le plus souvent un sommet littéraire, accouche d'une souris, ce qui même dans une société du spectacle a fini par lasser. Rappelons que l'Inspection générale déplorait en substance, il y quelques années, que les « projets » étaient souvent des coquilles creuses, où se retrouvaient tous les poncifs de la bien-pensance et que, dans bien des cas, les chefs d'établissement avaient beaucoup ramé à les écrire tout seuls. Rude métier.

Mais j'allais oublier l'essentiel, peut-être par coupable indifférence pour les valeurs de la modernité : le projet avait probablement pour objet de développer les objectifs propres et bien évidemment unanimement partagés des PME que sont désormais les établissements. N'oubliez surtout pas, et surtout avant de signer un contrat, que tout est une affaire d'entreprise. Les pommes, les fraises de bois, la rosée du matin, sont des entreprises. Il n'y a pas encore, à ma connaissance, d'hymne du lycée ou de cantate du collège, mais attendons avec confiance ; ce qui se passe déjà dans les vestiaires de rugby laisse beaucoup espérer. Il ne faut pas trop en vouloir aux princes qui nous gouvernent, ils ne connaissent rien d'autre. Il leur est donc difficile d'imaginer que cette « valeur » qui combine si harmonieusement leur exquise sensibilité à leurs insatiables appétits laisse froids des pans entiers de la société française archaïquement accrochés aux vieilles lunes de la conscience professionnelle et du service public.

Tout cela fait que le management à l'anglo-saxonne qui, au fil des années, fait franchement rigoler le personnel dans les entreprises (jaune, il arrive qu'on en meurt) arrive à l'éducation. Cercle de qualité, contrat d'objectifs, etc. Tout est bon pour organiser la pression des responsables et du groupe sur le groupe. Le plus banal étant de fixer des objectifs inaccessibles (ici l'éradication de l'échec scolaire) pour permettre la culpabilisation par les chefs mais aussi par les autres, car il y a toujours des méchants, des maillons faibles, qui empêchent l'entreprise d'atteindre les objectifs.

Le mot contrat individualise l'emprise du pouvoir. Chers collègues, vous ne faites pas partie des forces vives de la nation (dont les services ne seront jamais assez récompensés). Vous n'êtes pas très performants. Si vous l'étiez, seriez-vous salariés ? Pire encore, fonctionnaires ? Pire que le pire, enseignants ? Mais le travailler plus pour gagner toujours moins à besoin d'oripeaux idéologiques. Allez-vous refuser, les yeux dans les yeux avec votre chef d'établissement, de tout donner pour sauver des enfants ? Est-ce que l'élite de notre pays ne fait pas d'énormes sacrifices pour sauver la patrie ?

Daniel FORGEOT

Professeur de Lettres modernes en retraite, ancien membre du secrétariat académique du SNES, actuellement membre élu de la Commission Administrative Académique du S3 Dijon

